

Brochure n° 3029 | Convention collective nationale

IDCC : 493 | **VINS, CIDRES, JUS DE FRUITS, SIROPS, SPIRITUEUX
ET LIQUEURS DE FRANCE**

Accord tripartite du 10 avril 2020

relatif à la prise de congé dans les circonstances exceptionnelles
de la pandémie de Covid-19

NOR : ASET2050373M

IDCC : 493

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UMC,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFDT Champagne ;

SNCEA CFE-CGC GE,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article C.112 « Prise de congés payés » de la convention collective du champagne est complété in fine par les dispositions ci-dessous :

« Dans les circonstances exceptionnelles de la pandémie de Covid-19 et par dérogation aux dispositions de la présente convention :

1. Dans les entreprises dépourvues de délégué syndical, l'employeur a la possibilité d'imposer à tout salarié les dates de prise d'une partie des congés payés acquis par ce dernier, dans la limite de 6 jours ouvrables, sous réserve de respecter un délai de prévenance d'au moins 1 jour franc.

Les jours de congés payés concernés sont ceux acquis par le salarié au titre de la période de référence d'acquisition des congés payés précédente (1^{er} juin 2018 au 31 mai 2019), ainsi que ceux acquis au titre de la période de référence d'acquisition des congés payés en cours (1^{er} juin 2019 au 31 mai 2020). La prise de ces derniers peut être imposée avant l'ouverture de la période au cours de laquelle ils auraient normalement vocation à être pris.

Les congés payés imposés en application du présent accord ne peuvent l'être à une date ultérieure au 30 juin 2020.

Le fractionnement éventuel du congé principal résultant de l'application des mesures prévues par le présent accord, sous réserve de respecter une durée minimale de 12 jours continus, peut être décidé par l'employeur sans que celui-ci n'ait à recueillir

l'avis du salarié concerné. Sous réserve d'en informer le salarié, il ne donne pas lieu à l'attribution de jours supplémentaires de fractionnement.

Le droit des conjoints et des partenaires liés par un Pacs travaillant dans une même entreprise à disposer de congés simultanés ne s'applique pas aux jours de congés payés imposés en application de cet accord.

Lorsqu'il existe, le comité social et économique est consulté sur les mesures prises au sein de l'entreprise.

2. Dans les entreprises ayant un délégué syndical, la mise en place de telles mesures exceptionnelles est prévue par accord d'entreprise. »

Fait à Reims, le 10 avril 2020.

(Suivent les signatures.)

Directeur de la publication : Yves Struillou

165200180-000520

Direction de l'information légale et administrative

ISSN 2266-145X
